

## **La lutte pour la souveraineté alimentaire : la confrontation directe avec l'offensive fasciste**

### **Entretien avec Carlos Marentes, dirigeant paysan à la frontière entre les États-Unis et le Mexique pour la Newsletter Nyéléni.**

« Nous ne pouvons parvenir à la souveraineté alimentaire sans récupérer le contrôle sur nos communautés et territoires, et sans arracher aux corporations le contrôle qu'elles exercent sur les aliments », a averti le dirigeant paysan Carlos Marentes, référent historique de La Vía Campesina.

« C'est une lutte très compliquée qui requiert un travail très intense. Dans cette ère politique d'oligarchies et d'États qui ont atteint l'extrême du conservatisme, l'extrême-droite, avec des positions comme celle des États-Unis, avec un néofascisme terrible, une peur très forte naît au sein des communautés. Elles souffrent d'une violence réelle. C'est-à-dire que ce n'est pas une peur de ce qui va passer, mais une peur de ce qui est en train de se passer. »

Marentes appartient à l'organisation « Proyecto de los Trabajadores Agrícolas Fronterizos » (Projet des travailleurs agricoles frontaliers), située dans la zone frontalière entre la localité étatsunienne d'El Paso, dans l'État du Texas, et la ville mexicaine de Ciudad Juárez, dans l'État de Chihuahua.

L'organisation fait partie de La Vía Campesina internationale, au sein de laquelle elle participe en particulier aux collectifs concernant les migrants, le travail salarié, le travail rural, la souveraineté alimentaire ainsi que la crise climatique et environnementale.

Le dirigeant a expliqué à Radio Mundo Real : « Notre travail consiste à organiser les travailleurs agricoles afin de lutter pour la souveraineté alimentaire de deux façons : il s'agit d'abord, bien sûr, d'affronter cette offensive, cette guerre menée par Trump (Donald, président des États-Unis) et par les secteurs les plus conservateurs, et dont souffrent aujourd'hui plusieurs pays, de manière très prononcée dans ceux du Nord. Ensuite, il nous faut reconstituer les économies paysannes de ces travailleurs agricoles, de leurs communautés rurales et indigènes, (afin d'éviter) le déplacement d'êtres humains. »

Dans cette perspective, Marentes estime que « L'un des signes les plus évidents de la perte de la souveraineté alimentaire est la migration des personnes qui n'ont plus la possibilité de continuer à travailler leurs terres ». Il ajoute : « En particulier dans la zone frontalière où nous sommes, cette migration se heurte à une militarisation et une stratégie de guerre qui tente de contenir la migration ». « La lutte pour la souveraineté alimentaire est un des objectifs dans le combat contre cette guerre qui vise les pauvres et qui est liée à un système plus sauvage, plus destructeur, qui s'obstine à garantir que les corporations multinationales contrôlent la production des aliments et les moyens de production, ainsi que la nature », conclut le paysan.

Le dirigeant de La Vía Campesina assure à Radio Mundo Real qu'il y a toujours plus terres et territoires spoliés, et que les ouvriers agricoles intensifient leur lutte pour protéger ces territoires que les corporations transnationales tentent de s'appropriier avec l'aide de gouvernements conservateurs au service du grand capital.

Dans ce sens, le cas des États-Unis est paradigmatique, avec la militarisation des frontières, l'apparition de groupes paramilitaires, « qu'on appelle ici les suprématises blancs », et avec le rôle des divers corps policiers qui ont créé une atmosphère de terreur. Il existe « une alliance terrible entre l'État, les latifundistes, les corporations agricoles et le crime organisé. Ce n'est pas pour rien que le crime organisé, le narcotrafic sont impliqués dans de nombreux endroits où l'agro-industrie est parvenue à contrôler des terres et territoires. »

Marentes évoque un modèle commun, une « méthode » : « On détruit une communauté paysanne d'une manière ou d'une autre, on crée un déplacement puis rapidement, le narcotrafic pénètre cette zone avec les moyens et le soutien de l'État, de l'armée, et enfin se crée une situation dans laquelle entre rapidement (le commerce des) industries extractives étrangères ».

Cependant, le représentant de « Proyecto de los Trabajadores Agrícolas Fronterizos » souligne la résistance et la lutte des communautés paysannes, ainsi que le travail des organisations comme celle dont il est membre. « L'idée est d'organiser, de conscientiser, de préparer les personnes à défendre leur droit à la vie, à l'alimentation, à la terre, à protéger leurs ressources naturelles. Pour nous, c'est là la clef de la lutte pour la souveraineté alimentaire. »